

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richepin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 12/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYDETOM 66

Plateforme de traitement de déchets verts de Bompas

3 boulevard Clairfont, Bat I, n° 9 - BP 50029 - 66350 Toulouges

Références : 2024-041-PUB

Code AIOT : 0006605986

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans la plateforme de traitement de déchets verts que le SYDETOM 66 exploite rond point du Millénaire à Bompas (66430). L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Cette inspection était inscrite au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, au titre de l'année 2024.

Le syndicat départemental de transport, de traitement et de valorisation des ordures ménagères des Pyrénées-Orientales (SYDETOM66) est un syndicat mixte fermé, créé par Arrêté Préfectoral de novembre 1996.

L'une de ses missions est la valorisation des déchets organiques, dont les déchets verts. Pour réaliser cette mission le SYDETOM66 dispose d'installation de broyage de déchets verts dans tout le département des Pyrénées-Orientales, généralement implantées en limite de propriété des déchèteries – exploitées par les communautés de communes – chargées de la collecte des déchets verts des particuliers et petite entreprises ou artisans (paysagistes, jardiniers, etc.).

Pour mémoire, dans le département des Pyrénées-Orientales, les communautés urbaines, sont en charge de la collecte des déchets et le SYDETOM 66 est en charge de leur traitement.

Les déchets verts broyés dans ces installations sont acheminés vers différentes plates-formes de compostage en vue d'une valorisation en compost vert. Le broyat peut également être directement utilisé en amendement agricole sous forme de broyats verts criblés (BVC).

La plate-forme concernée est implantée dans l'enceinte de la « déchetterie de déchets verts » de Bompas exploitée par PMMCU (Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine) située au rond point du Millénaire à Bompas.

Historique administratif :

Le 15/05/2001, les communes de Perpignan et Bompas ont déclaré l'exploitation d'un centre d'accueil et de transit de déchets verts. Cette déclaration a été complétée le 31/05/2001 et bénéficie du récépissé n°3082 du 31/05/2001 pour la rubrique 1530. Suite à la plainte d'un riverain, le Tribunal Administratif a informé par courrier du 28/09/2007 adressé à Monsieur le Maire de Perpignan, à Monsieur le Maire de Bompas et à Monsieur le président de la communauté d'agglomération, que le jugement du 05/07/2007 avait annulé le récépissé susmentionné et que l'exploitation du centre de stockage devait immédiatement cesser.

Le 22/10/2007, la communauté d'agglomération perpignan-méditerranée (PMCA, devenue depuis PMMCU) a déclaré l'exploitation d'un centre de stockage de bois et de feuillages sous les rubriques 1530 et 2260.

Le 13/04/2010, la rubrique n° 2791 « Installation de traitement de déchets non dangereux » est créée par décret n° 2010-369. Pour les installations de broyage de déchets verts, cette rubrique remplace les rubriques n° 2171 « Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques » et n° 2260 « Broyage, concassage, criblage, déchiquetage des substances végétales et de tous produits organiques naturels », sous lesquelles ces installations étaient précédemment classées.

Le 04/06/2013, le SYDETOM 66 a sollicité le bénéfice des droits acquis pour la rubrique 2791. Par courrier du 16/09/2013, Monsieur le Préfet a acté le bénéfice de cette antériorité, et à cet effet, l'installation de broyage de déchets verts de Bompas s'est automatiquement retrouvée classée pour le seuil de l'autorisation.

Le 14/02/2014, en raison d'erreur de dissociation des compétences « déchets » réparties entre les communautés de communes (compétence « collecte des déchets ») et le SYDETOM 66 (compétence « traitement des déchets »), la préfecture a modifié le bénéfice des droits acquis accordé au SYDETOM 66

Le 06/06/2018, les rubriques « déchets » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ont à nouveau évolué. Cette ainsi que la rubrique n° 2794 « Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux » a été créée par le Décret n° 2018-458. Les installations de broyage de déchets verts telles celles qu'exploite le SYDETOM 66 sont désormais visées exclusivement par cette rubrique pour le seuil de classement de l'enregistrement.

Suite à cette dernière modification de la nomenclature, les installations de broyage de déchets verts sont passées du régime classement de l'autorisation à celui de l'enregistrement. Suite à cette évolution réglementaire, Monsieur le Préfet a formalisé la nouvelle situation administrative de l'installation de broyage de déchets verts de Bompas par arrêté préfectoral du 03/05/2021¹. Cet arrêté précise, en particulier, que l'installation de broyage de déchets verts que le SYDETOM 66 exploite à Bompas est soumise au respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018²

1 Arrêté préfectoral complémentaire n° PREF/DCL/BCLUE/2021123-0001 du 3 mai 2021 encadrant la poursuite des activités de traitement de déchets verts exercées par le syndicat départemental de transport, de traitement et de valorisation des ordures ménagères (SYDETOM 66), sur la commune de Bompas

2 Arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets

applicables aux installations existantes, à la date de sa publication au Journal Officiel de la République française.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYDETOM 66
- Broyage de déchets verts
- Rond point du Millénaire à Bompas (66430)
- Code AIOT : 0006605986
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.I&II	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Sans objet
4	Conditions d'entreposage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle du 12/03/2024 de l'installation de broyage de déchets verts que le SYDETOM 66 exploite à Bompas, l'inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformités par rapport aux prescriptions qu'elle a contrôlées.

Par conséquent, aucune suite administrative n'a été proposé à Monsieur le préfet à l'issue de ce contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.I&II
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des services de secours
Prescription contrôlée : I. Accessibilité L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. [...] Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. II. Voie « engins » [...] Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.I&II
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des services de secours
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; [...]
<p>Constats : L'établissement est pourvu de deux accès (<i>Cf. photographies en annexe</i>) suffisamment dimensionnés pour permettre le passage des engins d'intervention des services de secours et d'incendie. L'accès principal du site, utilisé en fonctionnement normal, est situé à côté de celui de la déchèterie dans laquelle sont exclusivement collectés des déchets verts et appartenant à Perpignan Méditerranée métropole communauté de communes (PMMCU). Le second accès se trouve à l'arrière de l'installation.</p> <p>Lorsqu'ils ne sont pas utilisés dans le cadre de l'exploitation, les véhicules présents dans l'établissement sont parqués de manière à ne pas gêner le passage des engins de lutte contre l'incendie, sur des aires prévues à cet effet (<i>Cf. photographies en annexe</i>). En dehors des heures où l'activité de broyage de déchets verts est exercée, le SYDETOM 66 dispose des clés des portails fermant les deux accès à l'installation. Par ailleurs, dans le cas d'un incendie d'ampleur, le SYDETOM 66 a prévu d'autoriser les pompiers à briser la serrure des portails pour pouvoir intervenir plus rapidement.</p> <p>L'installation dispose d'une large aire (supérieure à 3 m) faisant office de voie "engins" permettant d'accéder à toutes les parties de l'installation. Aucun obstacle aérien empêche la circulation sur aire et elle permet aux engins de lutte contre l'incendie d'effectuer des demi-tours. Cette aire est dimensionnée pour supporter le passage des engins de chantier et, par conséquent, le passage des engins de lutte contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <p>3. D'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; [...]</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées constate que l'établissement est équipé de 2 robinets d'incendie armés reliés à une citerne (wagon) contenant 110 m³ d'eau (<i>Cf. photographies en</i></p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><i>annexe</i>), munie d'un surpresseur. Par ailleurs, l'eau d'une citerne souple d'une capacité de 120 m³, à la base dédiée à la lutte contre l'incendie dans la déchèterie limitrophe (appartenant à PMMCU) peut, si nécessaire, être mise en œuvre sur l'installation de broyage de déchets verts, par le biais d'une convention signée entre le SYDETOM 66 et PMMCU.</p> <p>Ces moyens viennent en substitution de l'absence de poteau incendie à moins de 100 m de l'établissement. Ils sont équipés de raccords normalisés permettant aux services de secours et d'incendie de s'y raccorder.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Autre, Consignes d'interdiction d'apporter du feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une consigne d'exploitation reprenant l'ensemble des éléments mentionnés ci-dessus, et en particulier les actions à mener en cas de départ d'incendie. Cette consigne précise également la nécessité d'obtenir un permis feu pour intervenir dans l'établissement. Enfin, des consignes particulières sont établies concernant la mise en fonctionnement, l'arrêt et les opérations de maintenance des broyeurs mobiles de déchets verts, utilisés par le SYDETOM 66 sur ses différentes installations de broyage de déchets verts du département.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II
Thème(s) : Autre, Conditions d'entreposage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Conditions d'entreposage</p> <p>L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets entrant ou après broyage. La hauteur maximale des tas de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'inspection des installations classées constate que la hauteur de 3 mètres des déchets verts en attente de broyage est respectée (<i>Cf. photographies en annexe</i>).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE I

Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 12/03/2024 de la l'installation de broyage de déchets verts que le SYDETOM 66 exploite rond point du Millénaire à Bompas (66430)



Accès principal (à gauche) celui de droite (comportant des barrières automatiques) étant celui de la déchèterie exploitée par PMMCU



Accès secondaire situé à l'arrière de l'installation de broyage de déchets verts



Citerne « wagon » de 110 m³ d'eau dédiée à la lutte contre l'incendie. Au second plan on aperçoit également la citerne souple de 120 m³ (appartenant à PMMCU) pouvant également être utilisée.



Premier RIA présent à une extrémité du site



Tas de broyats de déchets verts n'excédant pas 3 m et second RIA présent à l'autre extrémité du site.



Tas de broyats de déchets verts n'excédant pas 3 m.